

Personne n'a besoin de la pauvre consolation des discours qui se tiennent dans ces parlements qui ne sont que des chambres d'enregistrement des pouvoirs de fait. Personne ne croit que le parlement soit important et que les chroniques parlementaires disent une vérité qui vaille la peine d'être lue, entendue, ou regardée.

Le peuple contemple désabusé le spectacle d'une activité politique institutionnelle qui ne parle qu'à elle-même et aux classes dominantes qui en tirent parti.

Il ne s'agit même pas de dire : les élections sont une illusion, un spectacle. Pas même de cela.

La seule urgence c'est la lutte. Elle seule nous unit, nous émancipe, nous rend fort-e-s.

Elle seule nous permet d'aller au-delà des revendications du raisonnable, d'ailleurs bien trop radicales encore pour ce système qui ne reconnaît aucune limite à son pouvoir, à sa propre utopie de domination et de valorisation totale.

*Choisir la politique de libération,
voilà de quoi il s'agit.*

Soirée du Chat Noir

Lundi 7 novembre 2011, à 20 h 30, dans les locaux de l'ADC, rue du Maupas 81, Lausanne

Présentation puis débat sur le thème:

Mais l'anarchisme, au fond, c'est quoi ?



Quelques idées et informations de base à partir de 25 citations de Michel Bakounine. Et... de quelques autres.*

*La révolution a besoin de débats.
Nous avons besoin d'une révolution.
Ensemble débattons des idées qui portent nos combats.*

*disponibles sur notre site www.rebellion-osl.ch dès le 15 octobre

REBELLION

Feuille d'agitation de l'Organisation Socialiste Libertaire (OSL) - octobre 2011
Case postale 7062, 1002 Lausanne - www.rebellion-osl.ch

Faire de la politique à la première personne

Le temps des élections

Nous n'allons pas polémiquer avec les partis, bourgeois classiques ou sociaux-libéraux bobos, qui gèrent le système, qui s'en contentent, qui veillent à sa reproduction et à sa consolidation.

Parlons plutôt à ces gauches anticapitalistes, celles qui sont 100% à gauche, combatives, celles qui, comme nous, affirment vouloir changer le monde.

Les voilà qui arrivent, nos camarades. Ils/elles sollicitent nos votes en nous offrant quelques objectifs électoraux, généralement assez mesurés, comme il sied pour une telle échéance.

Comment atteindrons-nous ces objectifs, aussi modestes soient-ils?

La situation est claire. Nous faisons face à une énorme attaque des capitalistes, des appareils étatiques, des institutions supranationales, FMI, Banque mondiale, Union européenne... Peut-on s'y opposer à coup de bulletins dans l'urne et de revendications électoralistes? On peut en douter.

Même un succès électoral de l'extrême gauche, parvenant à aligner trois ou quatre député-e-s, ne changera rien au vrai rapport des forces.

Soirée du Chat Noir

Lundi 10 octobre 2011, à 20 h 30, dans les locaux de l'ADC, rue du Maupas 81, Lausanne



**Cycles de luttes, grèves, insurrections,
révolutions, contre-pouvoir,
pouvoir populaire, autogestion,
commune, collectivités,
cordones, consigli, alternative**

Présentation puis débat sur le thème:

**Les conseils populaires,
organes de lutte
et de pouvoir direct**

Histoire, expériences, alternative?

Il était une fois trois problèmes

La démarche électoraliste cache trois grands problèmes que les quêteurs/euses de voix dissimulent avec un soin tout particulier.

La délégation est le premier. L'activité politique institutionnelle met le vote au centre de sa pratique. Elle fait de la délégation l'élément dominant. Voter, c'est confier à d'autres, à des spécialistes, à des politiciens/ennes, le soin de gouverner nos revendications, nos aspirations, de fixer l'action qu'il faudrait mener pour nous émanciper, pour nous libérer, pour changer l'ordre des choses.

La délégation est liée à une certaine idée du pouvoir et de l'Etat. C'est le deuxième problème. La conception dominante du vieux socialisme réformiste voyait en l'Etat le pouvoir par excellence, l'institution décisive à investir, à occuper, à conquérir. Il suffirait de le conquérir pour pouvoir, depuis le haut, changer les choses. Mais «le roi est nu». L'Etat ne contient du pouvoir que dans la mesure où il assure un gouvernement normal du système, une gestion ordinaire, compatible avec les paramètres de la reproduction du pouvoir séparé et de la valorisation du Capital.

Nous vivons dans un système d'oligarchies libérales. «Oligarchies» car c'est bien un groupe restreint qui occupe le pouvoir de fait. «Libérales» car les droits formels d'expression et d'association demeurent, réduits à leur plus simple expression, tandis que le pouvoir politique émane d'une représentation formelle sans choix ni alternative.

Si par extraordinaire, une gauche transformatrice parvenait au gouvernement et voulait user

de la machine d'Etat pour faire autre chose que ce gouvernement ordinaire, le pouvoir politique échapperait des mains des politiciens/ennes les mieux intentionné-e-s. Toute l'histoire de la gauche confirme et répète cette leçon. Il faut vraiment avoir décidé de s'aveugler volontairement à coups de bulletins de vote pour l'oublier.

La délégation et la politique centrée sur la conquête de l'Etat, sont liées à une conception qui postule qu'il y a des instances impartiales, susceptibles d'offrir des solutions justes, concrétisant «l'intérêt général» et dépassant les conflits entre dominants et dominé-e-s. C'est le troisième problème. Car cela n'est pas ainsi. Il n'y a pas d'intérêt général. Tout dépend d'une construction systématique du rapport de force. La puissance des classes populaires, leur capacité d'action et d'intervention pour modifier le monde, voilà l'élément décisif pour gagner des avancées émancipatrices et transformer radicalement cette société.

A distance de l'Etat



La construction de cette organisation du peuple doit s'opérer à distance de l'Etat et de la politique institutionnelle. L'institution étatique matérialise un rapport social de subordination, une division irrémédiable entre exécutants-es et dirigeants-es, entre classes populaires d'une part, capitalistes, expert-e-s et politiciens/ennes de l'autre. La politique institutionnelle n'offre ni le cadre, ni le

temps ni les outils indispensables pour faire avancer nos revendications et nos aspirations.

C'est notre propre force, directement exercée, qui conditionne le plus efficacement l'action de l'Etat. Le gouvernement même de la société, peut être influencé, orienté, modifié, tordu par l'action directe populaire. Mais cette action têtue ne relève pas de la délégation, de la confi-

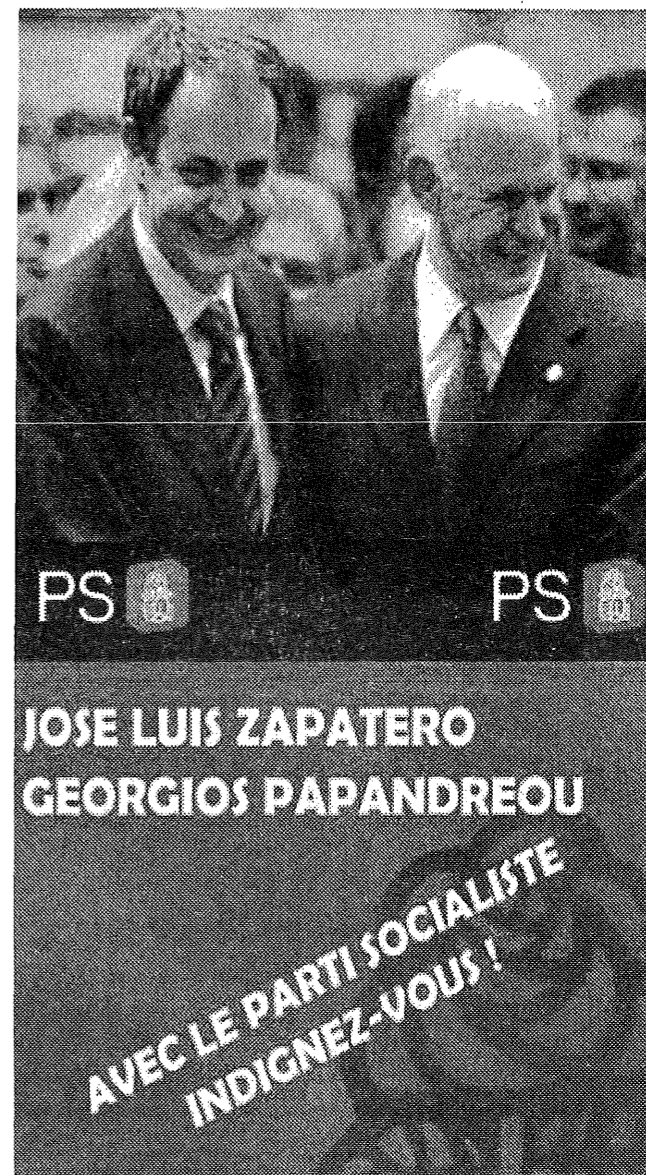
ance en un pouvoir impartial, de la résignation à une division irrémédiable entre chef-effe-s et plèbe. Pour que cette action soit libératrice, il faut qu'il y ait auto-émancipation des classes populaires, que nous prenions nos affaires en main, que nous fassions de la politique à la première personne.

Toute politique de libération se fait à partir de la lutte, de l'action directe populaire, de l'auto-organisation du peuple. C'est là le mouvement réel qui change effectivement les choses contre cette oligarchie qui réduit la démocratie à un jeu de représentation rituel et stérile. La construction du pouvoir populaire dès ici et maintenant c'est le pouvoir de tous/tes et de chacun-e, équitablement partagé et porté par toute la plèbe, ensemble, dans un même mouvement. Conseils populaires, autogestion communiste, horizons de demain et utopie combattante d'aujourd'hui.

Pas de problème, crois-moi

Nos ami-e-s de l'extrême-gauche frottée au jeu institutionnel cherchent à nous rassurer. Il ne serait pas question de soumettre la lutte à la représentation ni de renoncer à la construction de la puissance de la plèbe. Les futur-e-s élu-e-s du peuple ne pourraient rien sans les luttes. Ils/Elles ne seraient que des porte-paroles de ce que revendiquent et combattent les gens d'en bas, nous jurent-ils/elles. La délégation serait sous contrôle, le mandat limité. Il ne s'agirait au fond que d'user d'une occasion de débat public pour faire connaître nos positions dans l'arène politique. De la propagande, en somme...

Nous savons bien qu'il n'en est rien. Dans un pur jeu de politique institutionnelle, la division des rôles et des statuts finira par les prendre presque tous/tes et les transportera ailleurs, en un lieu et en un moment où le peuple n'est plus. La délégation est plus dure que leurs bonnes intentions. Les sociaux-libéraux rattrapent au second tour les proclamations alternatives du premier. Il y a toujours un «pire» dans ce jeu au cadre fermé où on veut nous contraindre. Tout le dilemme finit par se jouer entre le très mauvais social-libéral et le pire bourgeois, entre Papandréou et Freysinger.



Politique de libération, mouvement d'émancipation

Ce n'est pas la campagne électoraliste ou abstentionniste qui est décisive dans cette affaire. Nous savons bien que cela aussi a son rituel et son spectacle. Ce qui est déterminant c'est la lutte, la centralité d'une politique de libération contre une politique de délégation. Choisir la première signifie rassembler nos forces pour construire des collectifs de lutte, indépendants de la politique institutionnelle, de ses limites et de son cadre, de son rituel, de ses possibles atrophiés et de son horizon clos. Pousser vers l'émancipation, répondre aux besoins et aux aspirations des gens d'en bas. Multiplier les outils et les moments de la résistance, fédérer les luttes, aider les classes populaires à prendre la parole, à s'organiser et à lutter. Telle est notre proposition.